



www.ey2013-alliance.eu

CITOYENNETE EUROPEENNE : REGARDS CROISES

Conférence européenne

8 JUILLET 2013 | Bibliothèque Nationale et Universitaire de Zagreb | Croatie

PROGRAMME PREVISIONNEL

L'entrée de la Croatie dans l'Union Européenne durant l'Année européenne des citoyens offre une excellente occasion de prendre du recul sur la citoyenneté européenne et de s'interroger la question fondamentale de la participation citoyenne en Europe.

En dépit de la crise qui frappe l'UE, des Etats désirent toujours rejoindre l'Union. Au-delà de la motivation politique à rejoindre l'Union, comment les citoyens et les représentants de la société civile voient-ils la citoyenneté européenne et qu'en attendent-ils ? Quel est le rôle de la société civile dans le processus d'élargissement, et plus généralement, dans l'établissement d'une démocratie européenne solide ? Mais l'élargissement ne profite pas seulement aux nouveaux membres, c'est aussi un processus de renouvellement pour les anciens Etats-membres, notamment en termes de participation et de pratiques, qui engendre également de nouvelles problématiques et attentes qui seront débattues durant cette conférence.

L'EYCA entend rassembler ses membres, ainsi que les organisations de la société civile des Balkans afin de mener une réflexion sur ces sujets et ainsi permettre aux organisations de la société civile de partager leur expérience et leur vision sur ces questions fondamentales de la démocratie participative et le sentiment d'appartenance à un projet et une communauté européens.

En échangeant plus particulièrement avec des organisations croates et des Balkans, cette conférence s'attachera à identifier des recommandations qui seront intégrées au document final de l'Alliance.

10:00 -11:00	Café de bienvenue	Bibliothèque nationale
11:00-11:45	Mots de bienvenue M. Jean-Marc Roirant, EYCA Mme Paula Raužan, EYCA – Croatie Mme Ylva Tiveus, Directrice–Citoyens, DG Communication Mme Michèle Bocoz, Ambassadeur de France	Bibliothèque nationale
11:45-13:00	Discours introductifs Ms Vesna Pusić <i>Ministre des Affaires Etrangères, Croatie [TBC]</i> Mr Igor Štiks, <i>Chercheur et Ecrivain, Royaume-Uni</i> Ms Marina Blagojević, <i>Chercheur en sociologie, Serbie</i>	Bibliothèque nationale
13:00-14:00	Déjeuner	Bibliothèque nationale

ARGUMENTAIRE

Les organisations de la société civile ont joué un rôle crucial dans le processus de transition démocratique qu'ont récemment connu les Balkans. Dans certains cas, comme en Croatie, les relations avec la société civile se sont rapidement institutionnalisées. Pourtant, le rôle sociétal de la société civile dans les pays de l'ex-Yougoslavie présente encore des spécificités et des défis particulièrement pertinents au moment où les mécanismes démocratiques sont de plus en plus remis en cause au sein de l'UE. A titre d'exemple, la participation politique en Croatie montre un manque d'intérêt, voire une désillusion, chez les citoyens.

Cette situation, également observée avec les institutions de l'UE, nous amène à réfléchir au rôle que peut jouer la société civile pour redonner du sens et de la confiance dans la démocratie européenne. Si liberté d'association et la société civile forment l'un des piliers fondamentaux d'un véritable système démocratique, beaucoup d'organisations de la société civile se heurtent à une augmentation des obstacles à l'engagement, limitant ainsi leur capacité d'agir et d'avoir un impact sur la société.

Ce panel se posera la question du rôle de la société civile ainsi que des moyens dont elle dispose pour surmonter les défis auxquels elle fait actuellement face.

MODERATEUR

M. Oriano Otočan, Association of Local Democracy Agencies (ALDA) / Region d'Istrie

INTERVENANTS

M. Dragan Zelić, Directeur de GONG, Croatie
Mme Zeynep Alemdar, Mouvement Européen, Turquie

DISCUTANT

M. Igor Vidačak, Directeur du Gouvernement Bureau pour la Coopération avec les ONG, Croatie

DEBAT OUVERT

ARGUMENTAIRE

L'inclusion sociale est un prérequis à la création d'une société juste et soudée, dans laquelle chaque individu a l'opportunité de participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle et d'être pleinement intégré à la vie démocratique de sa communauté, en termes d'activité ou de prise de décision. Dans cette optique, l'Union européenne, à travers ses politiques – notamment sa stratégie d'élargissement – promeut et soutient les organisations de la société civile et les initiatives locales afin de permettre aux citoyens comme aux institutions de mettre en place des mécanismes effectifs pour renforcer la capacité des citoyens et l'engagement civique.

Les politiques et les processus visant à renforcer l'inclusion sociale et à combattre les inégalités devraient se fonder sur une approche globale et cohérente : on ne peut exercer nos droits civiques et politiques si nos droits économiques et sociaux ne sont pas respectés et assurés. Parallèlement, il est important de noter que la pauvreté et l'exclusion sociale ne sont pas uniquement liées à des niveaux de revenus insuffisants, mais sont le résultat d'un processus multiple traduisant un déficit de développement, une faible confiance en soi, une privation matérielle et un isolement amoindrissant les possibilités de participer à la vie sociale. Les politiques et les processus visant à procurer des droits sociaux, économiques et politiques devraient donc se concentrer sur la création de l'environnement le plus favorable possible pour permettre d'accroître le bien-être des gens et de les protéger de l'exclusion et des discriminations.

Dans les Balkans occidentaux – où la pauvreté et les inégalités socio-économiques sont dramatiquement élevées – l'inclusion sociale peut être améliorée. Si, lors des précédents processus d'élargissement, la dimension sociale a été, à notre sens, insuffisamment prise en compte, l'engagement de l'UE peut maintenant être sollicité afin de soutenir des activités et des initiatives menées par la société civile dans le but de construire un capital humain et social, de mieux faire connaître les droits, d'accroître l'engagement civique et la participation dans la société. Si elle est soutenue par un cadre institutionnel adéquat, la société civile peut jouer un rôle crucial dans le renforcement de la démocratie et du dialogue social. Ces derniers sont en effet des prérequis à l'inclusion sociale et sont des aspects essentiels pour une appropriation locale du processus d'intégration communautaire.

MODERATEUR

M. Conny Reuter, SOLIDAR, co-président du groupe de travail n°2 de l'EYCA

INTERVENANTS

M. Gordan Velev, Initiative pour le Développement et la Coopération, Serbie

Mme Aleksandra Gligorović, SOS Monténégro, Monténégro

DISCUTANT

Mme Jelena Marin, ASB – Europe du Sud-Est

DEBAT OUVERT

16:00-16:30

Pause-Café

16:30-17:30

SESSION 3: Inclusion et liberté de mouvement sur le territoire européen pour tous ses citoyens et résidents – Que peut-on apprendre des Balkans?

Bibliothèque nationale

La liberté de circulation des individus est l'un des principes directeurs de la construction européenne. Permettre à chaque citoyen européen de voyager librement sur le territoire communautaire est un droit fondamental visant à créer une communauté européenne. Les aspects centraux de cette politique, que sont l'inclusion et la participation à la vie communautaire, sont étroitement liés à la bonne mise en œuvre de la liberté de circulation. Cependant cette politique apparaît, dans les faits, limitée : si elle permet, par exemple, aux personnes qui ont les ressources suffisantes de voyager facilement, elle laisse de côté les citoyens et les résidents moins privilégiés.

Il existe encore de nombreux obstacles empêchant les personnes marginalisées et exclues de pouvoir jouir complètement de leurs droits fondamentaux et cette situation, dans le contexte actuel de crise économique, s'aggrave.

Après l'adhésion de la Slovaquie (2004) et de la Croatie (2013), l'UE devra faire face à un nouveau défi avec l'accession des pays des Balkans occidentaux. En effet, après l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, de nouveaux États se sont créés et de nouveaux régimes de citoyenneté ont dû être façonnés. Entre autres, les anciennes républiques yougoslaves ont dû gérer la question des droits fondamentaux accordés aux minorités, aux personnes ayant plus d'une nationalité, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ainsi qu'aux résidents étrangers. Ces questions sont, d'une certaine manière, similaires à certains des défis que nous observons actuellement dans l'UE.

La comparaison entre la situation des droits fondamentaux, en particulier ceux des minorités, dans l'UE et la Croatie devrait permettre de fournir une bonne compréhension des défis à relever en Europe dans ce domaine, et des moyens que nécessitent de tels enjeux.

MODERATEUR

Mme Carlotta Besozzi, Forum européen des personnes handicapées, co-présidente du groupe de travail n°3 de l'EYCA sur « Une citoyenneté inclusive pour tous les résidents de l'UE »

INTERVENANTS

Mme Marica Mirić, *Directrice exécutive, Union croate des Associations pour les personnes handicapées, Croatie*

Mr Stoil Tzitzelkov, *Association Européenne pour la pour la Défense des Droits Humain, Bulgarie*

DEBAT OUVERT

17:30-18:30

Conclusion des sessions

Bibliothèque nationale

M. Neven Mimica, *Commissaire Européen chargé de la protection des consommateurs [TBC]*

M. Šarūnas Adomavičius, *Ambassadeur extraordinaire, Coordinateur de l'année européenne des citoyens en Lituanie*

Mme Heidi Eterović, *Centre juridique croate, EYCA – Croatie*

Mme Antonella Valmorbida, ALDA, *co-présidente du groupe de travail sur la « Participation des citoyens et le dialogue civil », membre du comité de pilotage de l'EYCA.*

SOIREE

PROGRAMME [TBC]

Bibliothèque nationale



Avec le soutien de:

L'union Européenne

Ambassade de France en Croatie



The views expressed during the conference are those of the speakers and do not necessarily reflect the official opinion of the European Union.